

Atelier « Prison »

PREALABLE

Saâdia Yakoub

Psychologue

Service addictologie (Chef de service : Xavier Laqueille). CH Sainte-Anne. Paris.

S'il est incontestable que certaines avancées ont été obtenues en prison, des améliorations, qui relèvent certes des contraintes liées au milieu carcéral (surpopulation) mais aussi d'une pénurie de moyens (budget et en personnels), restent néanmoins prioritaires en raison entre autres :

- * d'une population fragile au plan sanitaire, psychologique et social ;
- * de conditions de détention dégradantes dans certains établissements (et en Centres de Rétention Administrative pour les étrangers en reconduite à la frontière) : Cf, les Rapports du Conseil de l'Europe : 2006, sur le respect effectif des droits de l'homme en France, Alvaro Gil-Robles ; 2007, Comité pour la Prévention de la Torture et des peines et traitements dégradants signalant "**des traitements inhumains et dégradants**";
- * de l'inégalité d'offre et d'accès aux soins (traitements de substitution, traitements du VIH, des hépatites ; insuffisance de consultations spécialisées en alcoologie ou en hépatologie ; absence de préparation à la sortie incluant le post-soin et la réinsertion dans divers établissements...).

Dans le cadre de cet Atelier, en présence de Gabriel Mouesca, Président de l'OIP, qui a accepté d'en être le modérateur, ont été exposées quelques problématiques : les mineurs incarcérés : B. Brahmy, MA de Bois d'Arcy ; l'impact des traitements de substitution ou le suivi des traitements hépatites : J.N. Marzo et L. Levasseur, MA de Villepinte ; le suivi de la grossesse et la périnatalité en pré et post-carcéral : M. Sana, Maternité Port-Royal... ; une étude OFDT par I. Obranovic, empêchée mais dont la communication figure dans ces Actes).

Une large place a été laissée, à partir d'échanges fructueux, au contexte actuel, **objet de sérieuses réserves de la part de divers praticiens (magistrats, personnel médical, paramédical, pénitentiaire...), organismes de**

professionnels, associations... la situation carcérale étant marquée par une frénésie de réformes, lois ou projets de loi particulièrement répressifs :

- * récidive et « peines planchers »
- * refonte de l'Ordonnance de 1945 (les mineurs devant être jugés comme des majeurs en cas de récidive pour les 16-18 ans)
- * réforme de l'attribution des remises de peine (précédée au demeurant par la suppression des grâces présidentielles du 14 juillet)
- * réforme de l'irresponsabilité pénale
- * rétention de sûreté en post-pénal
- * projet de création d'une franchise sur l'aide juridictionnelle (qui « pénalisera» les foyers les plus modestes)
- * levée du secret médical en direction de l'Administration Pénitentiaire ou des experts
- * ouverture en 2009 de 4 à 5 des 19 Unités Hospitalières Spécialement Aménagées (« hôpital-prison psychiatrique» non sans risque de confusion Soin/Sanction).
- * une **Loi Pénitentiaire**, avec certes des propositions positives préconisées par le Comité d'Organisation Restreint : par exemple : encellulement individuel -au demeurant, une directive européenne, et dont se pose d'emblée sa mise en application compte tenu d'une surpopulation carcérale record ; autorisation de communications téléphoniques pour la personne détenue ; généralisation des unités de vie familiale... Loi pénitentiaire tout aussi longuement attendue que largement décriée : *« les préconisations du COR sont loin de la finalité de la réforme de la condition pénitentiaire, qui aurait dû être de mettre en conformité le droit de la prison et le statut juridique du détenu avec les exigences de l'Etat de droit »* (Patrick Marest. OIP) ;
- **Un(e) Contrôleur Général des Prisons** prochainement nommé, censé garantir un contrôle indépendant des prisons, mais aux moyens de fonctionnement modestes (budget : 2,5 millions d'Euros ; 18 à 22 collaborateurs ; pour 5 500 lieux d'enfermement), outre que l'accès à un établissement pourra lui être interdit en certaines circonstances !